



Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

96-97 | 2004

Globalisation. Tome I

Logiques migratoires réunionnaises

À l'épreuve de la globalisation

Migration from Reunion Island in the Context of Globalisation

Rodolphe Gaillard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1875>

DOI : 10.4000/jda.1875

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2004

Pagination : 269-289

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Rodolphe Gaillard, « Logiques migratoires réunionnaises », *Journal des anthropologues* [En ligne], 96-97 | 2004, mis en ligne le 08 novembre 2010, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1875> ; DOI : 10.4000/jda.1875

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

Journal des anthropologues

Logiques migratoires réunionnaises

À l'épreuve de la globalisation

Migration from Reunion Island in the Context of Globalisation

Rodolphe Gaillard

- 1 La globalisation¹ s'inscrit dans la logique d'un capitalisme insolent qui exhibe à la face du monde une domination sans partage. Le phénomène repose sur une opposition souvent schématique de nature socioéconomique. Pour certains, la mondialisation ressemble à un déterminisme qui en fait la résultante de processus économiques aussi puissants qu'inéluctables. Elle symbolise le triomphe de l'économie de marché. Pour d'autres, l'ordre du monde actuel est la conséquence d'un rapport de force qui conduit à une profonde inégalité entre les individus. Elle renforce le pouvoir des plus forts, pourtant minoritaires, et fait passer de la pauvreté à l'indigence les plus démunis qui sont aussi les plus nombreux. Ce double constat s'accompagne également d'un changement d'échelle qui s'insère dans un processus qui désormais transcende les logiques locales et nationales de fonctionnement des sociétés pour y substituer une dimension univoque, planétaire, une sorte de modèle unique pour tous qui n'accepte plus la moindre alternative. Ce partage du monde oppose les pays du Nord aux pays du Sud. Les premiers, détenteurs du pouvoir économique à travers ses différentes modalités d'expression, sont accusés d'accaparer les richesses naturelles du Sud, sans scrupule ni discernement.
- 2 A cette vision manichéenne de la mondialisation, nous voulons proposer une approche plus analytique où l'interdépendance grandissante d'un marché mondial unifié n'efface pas, en dépit de ses velléités d'homogénéisation, les comportements diversifiés des acteurs qui la subissent.
- 3 Ainsi, l'une des caractéristiques du monde contemporain est le déplacement des populations, la circulation² des individus en quête d'un travail plus rémunérateur ou impossible à obtenir dans la société d'origine. L'exemple de la Réunion, département français d'outre-mer dans l'océan Indien, va nous permettre à travers une démarche croisée d'interpréter les incidences des transformations économiques contemporaines du travail tant à la Réunion qu'en France métropolitaine. En outre, les spécificités identitaires des populations domiennes dans l'espace public associées aux conditions

particulières d'une migration institutionnelle vont servir de cadre pour analyser les stratégies des acteurs qui transforment à la fois le rapport au travail salarié, les relations familiales mais aussi le sens même de la migration dans un espace désormais mondialisé.

Une « île laboratoire » des contradictions mondiales

- 4 A l'échelle de son territoire restreint (2 512 km²), la Réunion peut s'apparenter à une « île laboratoire » où toutes les contradictions mondiales se trouvent rassemblées. Ainsi, son isolement, un éloignement de plus de dix milles kilomètres de la métropole, a été progressivement brisé par les effets conjugués du développement de la communication de masse et de la massification des moyens de transports avec la France métropolitaine. Le sol insulaire composé de plus de 715 000 habitants présente des caractéristiques socioéconomiques qui autorisent la comparaison³ avec l'opposition Nord-Sud observée à l'échelon planétaire. En effet, la société créole reproduit à l'intérieur de son territoire exigu une relation de subordination d'une nature identique à celle qui existe entre ces deux mondes. A la Réunion, deux modèles de société subsistent. Le premier est associé à l'activité économique et se compose d'actifs insérés dans la sphère de l'emploi. A l'intérieur de ce premier groupe, on observe deux subdivisions. L'une d'entre elles correspond à la catégorie des actifs privilégiés en raison de leur position sociale ou par le montant de leurs salaires, indexés à un taux supérieur à celui de la métropole. La seconde concerne des salariés dont les revenus du travail plafonnent aux environs du SMIC sans jamais le dépasser. Cette typologie d'emploi reflète la dégradation progressive du travail observée dans les pays du Nord depuis le début des années quatre-vingt. Elle s'insère dans le modèle d'un travail précaire, flexible et vulnérable. A titre d'exemple, la situation au sein des collectivités locales illustre cette typologie et soumet à l'analyse, un profil des plus édifiants. A la Réunion, ces emplois issus de la décentralisation sont normalement soumis à la législation de la fonction publique qui exige que le personnel recruté ait le statut de fonctionnaire territorial et la garantie d'un travail assuré. Or une récente enquête révèle que seulement 17% des employés des collectivités locales à la Réunion sont titulaires de leur poste (Cazanove, 2003 : 7). La majorité du personnel a un statut précaire (emplois jeunes, contrat emploi solidarité, contrat emploi consolidé, etc.) à l'image de l'atomisation des travailleurs qui résulte en partie de la mise au travail sur des modalités d'emplois de cette nature.
- 5 L'autre monde qui caractérise la société créole est celui des exclus de la production qui représentent aujourd'hui plus du tiers de la population. Les chiffres du chômage s'accordent à penser que ce phénomène concerne entre 35 et 40% de la population insulaire. Cette frange de la société vit essentiellement de l'aide sociale mais aussi grâce à la mise en place de réseaux de travail informel, sans statut, les *béké la klé*⁴, semblables aux stratégies de survie observées dans les pays du Sud.
- 6 Le contexte global de cette société est celui d'un univers colonial, entré depuis la départementalisation de 1946 dans l'ère industrielle. De fait, l'avènement de cette société a instauré en théorie une rupture dans l'ancien monde créole. Les critères de distribution du pouvoir local, jusqu'alors définis au regard de la possession des propriétés sucrières, ont été élargis à ceux de la république, autorisant par les capacités individuelles l'élévation et l'amélioration du statut des individus, créant ainsi une société de classe. De plus, elle a permis l'apparition sur l'île de transferts de fonds considérables, développant tous les attributs socioéconomiques d'une société industrielle moderne. Mais ce modèle à

l'image de la métropole s'est généralisé sans pour autant développer les secteurs productifs attendus d'une telle société (Benoist, 1983 : 76-86).

- 7 C'est sur ces bases que l'univers réunionnais, traversé depuis par les influences successives de la régionalisation et aujourd'hui de la mondialisation, continue à vivre ou plus précisément d'être maintenu sous perfusion grâce aux transferts métropolitains puis européens. D'où ce constat lourd de conséquences et d'implications qui autorise à penser que l'activité économique de l'île et l'éventuel développement de la production industrielle sont à la limite secondaires car sans influence réelle sur l'évolution du territoire. Ainsi, éclairé par les analyses des effets de la mondialisation sur les pays du Sud en matière de développement, on peut affirmer qu'à la Réunion, les transferts de capitaux censés améliorer la situation socioéconomique de l'île resteront sans effet. Ici comme ailleurs, les capitaux transférés fructifient sur le territoire qu'ils sont censés développer puis repartent d'où ils sont venus, sous une forme « recyclée » sans profiter à leur destinataire.
- 8 Ces évolutions et les transformations de la société créole n'ont pas été sans effet sur les comportements migratoires des Réunionnais. Ce phénomène résulte en effet d'une longue tradition insulaire, tant le destin des acteurs reste subordonné à la logique du tiers exclus, celle de l'excédent de population qui soumet le sort des individus à l'alternative entre la résignation et le fatalisme devant l'acceptation d'une vie misérable ou le départ vers l'ailleurs.

Une longue tradition migratoire

- 9 La migration des Réunionnais vers la métropole commença au début des années soixante. Plus précisément le phénomène avait débuté de manière anecdotique, lors de la décennie précédente avec le départ des premiers fonctionnaires insulaires. Pour ces « privilégiés », la métropole offrait de réelles perspectives de promotion professionnelle. A l'époque le territoire insulaire est en pleine mutation. L'ancienne colonie, devenue département, connaît de graves difficultés économiques. L'hypertrophie du secteur tertiaire, associée à une agriculture limitée à la culture de la canne à sucre et une démographie importante incitent le gouvernement à mettre en place une intense politique migratoire pour faire face au problème de sous-emploi et de chômage. Le contexte social est également favorable à une telle décision. La fermeture des usines sucrières s'accompagne de tensions sérieuses parmi la population insulaire. Le parti communiste local et certains mouvements d'avant-garde prônent l'indépendance de l'île. La migration s'impose aussi comme la solution adaptée pour apaiser les esprits et museler les désirs d'autonomie.
- 10 Pour encadrer ce mouvement, un organisme d'État le Bumidom est créé en 1963, puis le CNARM⁵ en 1965. Jusqu'en 1975, environ 4 000 Réunionnais viennent s'installer en métropole à la recherche d'un emploi ou entreprendre une formation. Les attentes de ces premiers migrants sont considérables. Au-delà d'un simple travail, ils viennent y chercher aussi la confirmation de leur identité française. En effet, à cette époque, le voyage pour la France a la valeur d'un rite initiatique, celui d'achever la personnalité⁶ des individus. A l'arrivée en France, les déceptions sont à la hauteur de leurs attentes car les Réunionnais subissent des discriminations identiques à celles des travailleurs étrangers. Le mouvement se poursuit cependant et l'immigration de travail se transforme rapidement en immigration de peuplement. A partir des années soixante-dix, un éveil des consciences diffus en rapport avec la réalité hybride qu'ils projettent dans l'espace public,

incite les Réunionnais à envisager l'idée d'un regroupement à travers le mouvement associatif. Ce n'est qu'à la décennie suivante que ces velléités prendront forme avec l'appui des institutions qui reconnaîtront les spécificités identitaires et culturelles des originaires de l'outre-mer français. Cette reconnaissance sera même encouragée et envisagée comme le remède pour favoriser l'intégration de ces populations dans la société française.

- 11 Avant 1962⁷, la répartition par catégories socioprofessionnelles révèle un flux migratoire diversifié. En outre, ces premiers migrants ont des qualifications élevées. Ils exercent des professions libérales, sont cadres moyens ou fonctionnaires. A partir de 1963, le profil s'inverse. La nouvelle migration organisée par le Bumidom concerne en majorité des jeunes hommes peu qualifiés ou sans la moindre qualification. On observe néanmoins en parallèle, une proportion assez importante de migrants des deux sexes, employés dans l'administration comme aides soignant(es), infirmier(es), agents de services ou encore à la poste, dans l'armée et la police ou à l'Éducation nationale. A partir de 1968, le profil migratoire se radicalise. La migration institutionnelle, qui concerne également la population antillaise, intensifie le départ des Réunionnais. Les barrières de sélection, nécessaires à la prise en charge financière des migrants, sont volontairement abaissées. Dans le même temps, des entreprises installent à la Réunion un bureau de recrutement pour embaucher massivement des ouvriers. Dès lors, le flux migratoire devient homogène. Il concerne majoritairement de jeunes hommes non qualifiés, destinés aux métiers de l'industrie et du bâtiment. Jusqu'à aujourd'hui, ce profil dominant ne sera pas démenti.
- 12 A présent, les Réunionnais sont confrontés à un univers où les rêves de promotion sociale sont compromis car ils sont associés au contexte de crise et à l'atomisation des travailleurs liés aux nouveaux modèles⁸ d'organisation du travail issus de la mondialisation. En métropole, les Réunionnais apparaissent comme une population fragilisée par la nouvelle donne économique car l'exutoire de l'émigration vers les zones des pays du Nord, où circulent les flux économiques générateurs d'emplois, renforcent les attitudes d'exclusion du monde occidental qui se sent menacé par l'afflux important d'émigrants qui souhaitent investir ses territoires. Déjà dans les années quatre-vingt-dix le chômage concernait davantage les Réunionnais que l'ensemble des actifs français. Les Réunionnais connaissaient un taux de chômage⁹ de 15% alors que le taux global avoisinait les 11%, mais restait inférieur à celui des travailleurs étrangers, fixé à 20%.
- 13 Aujourd'hui, les jeunes Réunionnais sont soumis à une forte concurrence notamment avec les jeunes Français d'origine étrangère, un phénomène inconnu par leurs parents. Une réalité d'autant plus vive que les « vrais emplois » ont tendance à se raréfier. La palette des choix qualitatifs offerts aux Réunionnais apparaît limitée. Les emplois publics¹⁰, même ceux qui concernent les tâches d'exécution ne sont plus guère accessibles. De fait, les jeunes Réunionnais appartiennent aux populations les plus menacées par la précarité du marché du travail.
- 14 Ces indicateurs du changement marquent la fin d'une époque. Le mythe de la France comme terre d'accueil et vivier d'emplois importants a vécu. Le mythe du retour a envahi les esprits des Réunionnais, toutes générations confondues¹¹.
- 15 Le profil de la migration, sur la base de quarante années de référence, a sensiblement varié lorsque l'on examine la répartition de la nouvelle génération qui s'apparente quasi exclusivement à une migration de travailleurs pour l'industrie et les services. En outre, le constat d'un niveau de formation peu élevé observé chez les jeunes migrants est

« aggravé par l'arbitraire du placement à des postes souvent dévalorisés, le racisme et la discrimination dans le domaine professionnel » (Labache & Gaillard, 2001 : 90). Le phénomène n'est pas réellement nouveau car il existait déjà au début de la migration. Toutefois, il apparaît nettement supérieur aujourd'hui, car relié à un contexte socioéconomique particulièrement défavorable.

- 16 Ainsi, c'est en prenant en compte la relation entre leur condition de domination face aux emplois exercés dans le contexte de l'économie mondialisée et l'assimilation quasi systématique aux travailleurs immigrés que l'on peut jeter les bases d'une réflexion sur le rapport au travail chez la nouvelle génération de migrants.

La circulation migratoire ou l'émergence de nouveaux enjeux

- 17 A la première génération, le rapport au travail n'était pas « intéressé », ni investi de la logique de calcul, seule la dimension juridique de l'identité était mise en avant pour justifier sa place dans la société, notamment dans la sphère professionnelle¹².
- 18 Aujourd'hui, du fait de la généralisation de la migration, de l'expérience et de la résignation face à l'univers professionnel mais aussi en quelque sorte du changement de signification et de fonction de la migration, c'est une nouvelle identité sociale qui s'impose à la plupart. A l'ancienne appartenance au groupe d'origine, à la condition de Français d'outre-mer et au système de valeurs qui en est solidaire, s'est substitué une autre représentation de soi sur la base d'anciens modèles à présent réinterprétés.
- 19 Aussi, ces jeunes Réunionnais acceptent-ils aujourd'hui la place qui leur est faite dans la société d'accueil. A cette conscience aiguë des anciens, de devoir s'insérer au plus vite dans la nouvelle société, renforcée par l'évaluation de la situation objective de ceux restés au pays, s'oppose l'attitude inverse, celle d'une posture stratégique où les acteurs tentent à présent de tirer avantage des profits autorisés par les différentes filières de mobilité organisée.
- 20 Dans ce cas, le travail est présenté comme une finalité provisoire, une stratégie de survie au jour le jour, à l'intérieur d'un système qui conforte le migrant dans le sentiment du provisoire. En effet, ceux qui s'engagent dans cette logique sont, avant tout, préoccupés par le maintien des liens entre la terre d'origine et le pays d'accueil, alternant ainsi les allers-retours entre les deux territoires selon une périodicité désormais maîtrisée.
- 21 En outre, la place qu'ils occupent dans la sphère du travail facilite ce nouveau mode de vie. Les postes occupés (chauffeur de poids lourd, commis de cuisine, plongeur, serveur, manutentionnaire, déménageur journalier) s'inscrivent totalement dans cette logique d'emplois flexibles. De plus, ils ne souffrent pas de la pénurie observée dans d'autres secteurs. De fait, cette position¹³ est vécue dans certains cas comme un atout et permet autant un rendement optimum qu'une exploitation sans cesse renouvelée de ce mode de vie. Ce sont surtout les jeunes migrants masculins célibataires, libérés de toute entrave, qui trouvent des avantages dans ce système.
- 22 A défaut d'une structure établie sur le modèle de solidarités anciennes qui font référence à des valeurs culturelles communes, les liens de solidarité entre Réunionnais se développent aujourd'hui sur la base de conditions d'existence qui leur sont propres.

- 23 En introduisant dans le système migratoire des mesures d'incitation¹⁴ au départ cumulables presque à l'infini, associées à la lucidité favorisée par l'expérience du travail salarié et de la vie en France, on voit se former chez les migrants d'aujourd'hui, de véritables associations permettant aux individus de partager leur existence entre les deux territoires. Généralement le regroupement s'effectue selon les critères de la parenté. Sur l'initiative des hommes, plusieurs membres d'une même famille décident d'associer leurs compétences et les moyens dont ils disposent pour structurer leur organisation. Par moyen, nous entendons la mise à disposition de plusieurs appartements de location, sous-loués à d'autres Réunionnais pendant l'absence du migrant mais aussi la maîtrise d'un réseau professionnel efficace. Des arrangements sont conclus avec des employeurs compréhensifs qui acceptent la rotation de plusieurs individus sur le même poste. Le migrant qui souhaite retourner au pays propose ainsi à son employeur son remplaçant pour plusieurs mois et récupère son emploi à son retour.
- 24 Ces acteurs¹⁵ agissent au sein de leur propre famille comme des facteurs de régulation favorables au maintien de liens¹⁶ « continus » avec la société d'origine. Ce phénomène, qui tend à se développer et à s'instaurer au bout de quelques années de pratique migratoire, est révélateur de la nature même des rapports entretenus entre la société d'accueil et le territoire d'origine. Désormais l'attitude à l'égard des deux sociétés est médiatisée par les relations des individus avec le groupe restreint¹⁷.
- 25 Ainsi le séjour en France et le vécu de la migration sont là comme pour assurer des fonctions ambivalentes : permettre au migrant de gérer sa condition et en même temps de maintenir sa place à l'intérieur de sa propre société.
- 26 Ceux qui s'engagent dans ces stratégies, remplissent auprès de la société d'origine des fonctions éclairantes sur la réalité de la migration en suggérant en même temps aux individus les plus réfractaires au départ de nouvelles possibilités de maîtriser leur parcours.
- 27 Néanmoins, sur la durée, la gestion d'un tel clivage identitaire paraît difficile à surmonter¹⁸ car les contradictions inhérentes à cette posture de l'entre-deux sont finalement aggravées. A la lucidité sur la condition et la place qui leur est faite dans la société d'accueil, qui à des degrés divers confirment leur exclusion, s'oppose un sentiment de provisoire qui imprime toutes les sphères de l'existence.
- 28 A l'insu des individus, le contrôle de la donne migratoire est infirmé car le passage entre les deux territoires s'accompagne de la recherche d'un équilibre indissociable. D'une part, le système¹⁹ doit reposer sur la permanence du réseau d'associés, à mobilité fluctuante, où chacun des partenaires peut modifier à tout moment son attitude et remettre en cause la fiabilité de l'organisation. D'autre part, le migrant lui-même est entraîné dans la spirale de l'insatisfaction, générée par la recherche d'avantages cumulés dans les deux sociétés. En effet, en fonction des séjours et des expériences vécues, le migrant est amené à modifier en permanence son discours²⁰ et le jugement qu'il porte sur chacun des territoires. Cette nécessité d'adaptation imprègne les différents domaines de l'existence, le temps qui à chaque retour exige un réajustement et d'en modifier la perception²¹, mais aussi la gestion des effets subis par l'existence dans l'autre société. Cette imprégnation inévitable des habitus est vécue sur le mode des ambiguïtés, alternant des moments de lucidité où le migrant est conscient de la mauvaise foi qui habite son discours auprès du groupe d'origine²² et d'autres plus apaisants où, grisé par les effets bénéfiques du retour, il retrouve l'espace d'un instant l'esprit d'autrefois qui lui donne l'illusion de n'être

jamais parti. Dès lors, on comprend aisément que la gestion affective (Sayad, 1999) de toutes ses relations qui sont à l'origine de l'être social, paraît difficilement surmontable lorsqu'elle s'instaure avec une périodicité si régulière.

- 29 Les conséquences de ces va-et-vient réguliers peuvent être considérables sur l'image des Réunionnais dans la sphère professionnelle car hormis quelques employeurs compréhensifs, ceux qui proposent aux migrants des contrats à durée indéterminée après une période d'essai satisfaisante interprètent le refus de s'engager durablement comme la volonté de ne pas travailler.
- 30 Cette nouvelle version du nomadisme réunionnais a une finalité bien différente de celle des migrants pionniers. Aujourd'hui, elle est en quelque sorte tacitement suggérée par les dispositifs de la migration organisée qui trahissent le désarroi des institutions face à une question réunionnaise non maîtrisée. En dépit de certaines facilités à trouver du travail, renforcées par les filières institutionnelles, les migrants réunionnais développent des stratégies à la hauteur du système dans lequel ils sont insérés. Le plus souvent, selon la filière empruntée au départ de la Réunion, ils tentent, après en avoir épuisé toutes les possibilités, de négocier une entrée dans le réseau parallèle²³.
- 31 A mesure que la durée des séjours se modifie, entrecoupée par des retours à la Réunion, c'est désormais la migration elle-même qui a changé de fonction et de signification, entraînant en même temps la réorganisation des échanges (Mauss, 1950) et des rapports du migrant avec sa famille restée sur l'île. Aujourd'hui, l'attitude à l'égard de la migration se situe à la médiation des intérêts procurés par le contact des deux cultures.
- 32 Désormais la résistance au départ de longue durée est fréquemment répandue, aussi bien chez les parents que pour les migrants eux-mêmes car une plus grande lucidité sur la situation des Réunionnais de la métropole est favorable à l'émergence d'un nouveau lien social, transgénérationnel, établi sur la base de ce constat réciproque.
- 33 Pour les uns, la valeur symbolique²⁴ du migrant est aujourd'hui évaluée en prévision des avantages pécuniaires procurés par son départ dans l'autre société. Ainsi, le débat instauré dans ces familles porte sur le montant des allocations familiales et ses fluctuations lorsque l'un des siens part pour la métropole. Dans ce cas, les familles préfèrent ne pas déclarer le départ afin de bénéficier au moins pour un temps, des prestations sur les deux territoires²⁵.
- 34 De fait, la migration n'est pas vécue sur le mode d'un sacrifice consenti, d'un défi à l'entourage et à la société d'où l'on vient. Le départ n'est plus une affaire strictement personnelle mais puise sa légitimité dans tout le groupe familial. Cette nouvelle donne a une incidence sur le comportement de ceux qui sont restés, notamment les parents. Certains d'entre eux refusent l'émancipation potentielle que permet la vie en métropole et développent des stratégies pour conserver une emprise sur leurs enfants.
- 35 Ainsi ce qui semble nouveau aujourd'hui, grâce aux potentialités quasi illimitées offertes par les filières institutionnelles permettant de multiplier les allers-retours en toute impunité, c'est cette conviction nouvelle que les migrants doivent à présent travailler pour leurs parents. De fait, on observe au sein des familles une transformation totale des rapports entre les générations.
- 36 A défaut d'assurer la promotion et l'épanouissement identitaire des individus, la migration permet d'obtenir un salaire généralement modeste mais jugé par les parents comme un complément indispensable à leurs propres revenus. Ce salaire confère au

migrant un nouveau pouvoir mais aussi le rôle et la fonction autrefois dévolus au chef de famille.

- 37 Si ces règles sont généralement acceptées à l'arrivée en métropole, elles s'émoussent avec le temps, suscitant la résistance et un désir d'affranchissement de la part du migrant. En effet, il est désormais aux prises avec un système de vie résolument contradictoire, entre des exigences individuelles et celles de son groupe familial.
- 38 Dès lors, pour retenir leurs enfants, certaines familles ont recours à la sorcellerie. A la Réunion, l'intervention de forces magiques est un passage obligé, un événement certes « anormal » mais inscrit dans toutes les existences. Malgré la diversité des origines, les contacts interethniques sont suffisamment puissants pour que les spécificités des uns appartiennent aussi aux autres sans véritable animosité. La croyance au surnaturel est un lieu de consensus qui rassemble tous les Réunionnais et participe à la construction d'un même regard sur le monde, au-delà du particularisme des origines (Benoist, 1993).
- 39 Au sein de la société insulaire, le recours au surnaturel est un procédé couramment utilisé pour exprimer et régler les conflits. Les parents qui souhaitent faire revenir leurs enfants se rendent auprès du sorcier comorien pour obtenir des potions²⁶ destinées à précipiter le retour d'un fils installé en métropole, soucieux de s'affranchir des contraintes familiales.
- 40 Ces pratiques²⁷ nous renseignent sur les nouvelles fonctions de la migration et par là même, réactualisent la logique de la dette²⁸ qui lie les parents à leurs enfants.
- 41 Aux premières heures de la migration, le prestige de compter parmi les siens un fils installé en France suffisait à satisfaire les ambitions parentales. Estimant que leur enfant allait faire fortune, les parents espéraient néanmoins, sur la durée, bénéficier pour eux-mêmes du nouveau statut de l'exilé. Du fait de l'ignorance de la situation réelle du migrant, la dette était en quelque sorte différée, comme projetée dans l'avenir. Aujourd'hui le réalisme des conditions de vie en France qui n'échappe à personne, associé à la logique de calcul enracinée dans la société créole, ont rendu plus pesantes les contraintes imposées aux migrants comme si la perte des illusions devait être compensée par une dette massive aux ramifications multiples et à la seule charge de l'exilé.
- 42 Des contraintes tacites de part et d'autre, qui se passent généralement de toute injonction, tant la pédagogie en vigueur dans les familles a programmé les enfants, dès leur plus jeune âge, à intérioriser l'esprit de la dette comme un « mode d'être au monde ». En effet, on apprend très tôt aux enfants tout ce qu'ils doivent à leurs parents et notamment la promesse d'une dette à vie, simplement pour les avoir mis au monde.
- 43 Aujourd'hui l'abolition des distances et les facilités de transit entre les deux territoires renforcent dans la plupart des familles la logique de la dette. Sans remettre totalement en cause l'esprit de la solidarité familiale, bon nombre de migrants se fixe néanmoins comme priorité le bien-être personnel pour eux-mêmes et leur famille nucléaire. Dans ce cas, l'exigence de la solidarité communautaire avec la famille étendue n'est envisagée que de façon ponctuelle.
- 44 Par ces comportements stratégiques, les acteurs signifient qu'ils considèrent « les motifs individuels ou familiaux comme un choix entre des occasions et des attentes » (Droze & Sottas, 1997 : 71).
- 45 Selon les familles, le poids de la dette soumet les individus à des exigences différentes. C'est néanmoins la position faite aux migrants dans la société d'accueil, associée à la circulation ritualisée entre les deux territoires, qui placent les Réunionnais de France et leurs familles restées à la Réunion au cœur de ces processus de transformation.

- 46 Les évolutions actuelles des comportements observés chez les migrants révèlent que la société réunionnaise procède à une nouvelle lecture de son avenir. Le rôle de la migration s'estompe peu à peu à l'intérieur d'un système mondialisé qui fait désormais la place à la libre circulation des individus. Sortir de la Réunion est à présent chose courante et les possibilités de retour à moindre frais sont plus larges qu'autrefois. Les migrants ont perdu beaucoup de leur prestige et les jeunes Réunionnais de l'île hésitent de plus en plus fréquemment à envisager une installation définitive en métropole. Cette résistance est renforcée par le constat objectif qu'ils font sur la situation²⁹ des Réunionnais de retour, après avoir quitté le territoire insulaire pendant plusieurs années.
- 47 Ces nouveaux éléments s'insèrent dans une dynamique d'évolution sur la perception que la Réunion doit avoir de sa migration pour anticiper l'avenir. Aujourd'hui encore dans les discours officiels, on s'évertue à considérer la mobilité³⁰ en un seul mouvement : celui qui amène de la Réunion vers la métropole des individus toujours différents pour une durée forcément définitive. Les élites locales maintiennent l'illusion d'une migration ordonnée et silencieuse comme aux premières heures du Bumidom, animés par des préoccupations de paix sociale favorisée par l'éloignement du département d'origine et l'absence d'intérêt suscité par l'outre-mer dans l'espace public national.
- 48 Nous l'avons vu, c'est une réalité toute différente qui caractérise le quotidien des acteurs de la diaspora. La globalisation s'est accompagnée d'une hétérogénéisation croissante des formes de travail où les modalités les plus archaïques que l'on croyait à jamais enterrées côtoient à présent des formes inédites issues du contexte nouveau. Cette hétérogénéité, vue du côté des acteurs sociaux, implique l'articulation d'une pluralité de logiques où se combinent des stratégies individuelles, collectives, familiales ou communautaires. Par des pratiques de va-et-vient qui prennent en compte l'évolution du travail à la Réunion, les Réunionnais s'efforcent aujourd'hui d'éluder l'alternative décisive posée par la société d'accueil. Le statut acquis dans la nouvelle société s'efface lorsque le séjour n'excède pas une certaine durée. C'est bien parce que le monde supposé de la migration ne correspond pas au monde réel que l'on peut observer l'exacerbation des pratiques sociales planifiées par les acteurs en fonction des options qui se présentent tant pour eux-mêmes que pour leur famille.
- 49 Ce nouveau mode de vie doit relever le défi de son évolution tout en préservant l'intérêt des individus. Cet impératif est soumis à toutes les interrogations car contrairement à d'autres groupes installés dans la société française, la circulation des Réunionnais n'est pas reliée à des stratégies de développement économique du pays d'origine qui, à plus ou moins long terme, influent positivement sur la destinée des acteurs et de la société dont ils sont issus. A ce propos, il est intéressant de constater que l'opposition cristallisée dans les discours politiques locaux entre la culture de l'assimilation, en provenance de métropole, et celle d'une identité spécifiquement « réunionnaise », est perceptible dans les stratégies migratoires des individus. Ainsi, encore aujourd'hui, le dilemme des Réunionnais reste partagé entre le désir de partir en France et la volonté farouche de demeurer sur l'île. Cette persistance est significative de l'ancrage identitaire des individus alors que d'autres perspectives pourraient briser cette dualité récurrente.
- 50 Depuis 1986, le département a adhéré à la commission de l'océan Indien marquant ainsi son partenariat avec les îles avoisinantes (Madagascar, Maurice, les Seychelles et les Comores). Cette coopération interrégionale s'est donnée pour mission de dynamiser les échanges socioéconomiques dans la plupart des domaines autorisés, notamment celui de la formation des hommes avec pour objectif la création et le développement d'emplois

dans la zone des Mascareignes. Mais pour beaucoup de Réunionnais, la coopération interrégionale reste une notion abstraite. Alors que ce programme existe depuis plusieurs années, l'idée même de la coopération interrégionale ne semble pas intégrée dans l'imaginaire des Réunionnais comme une possibilité d'avenir.

- 51 De fait, la circulation ici décrite s'insère davantage dans un processus immédiat où le migrant cherche à donner un sens à un projet et à en maîtriser le parcours, à gérer à moindre coût son identité nouvelle tout en préservant son identité ancienne. Certes les migrants réunionnais partent en métropole en quête d'une vie meilleure mais en même temps grâce aux stratégies de la circulation, ils restent chez eux. Dans ce système complexe, les comportements migratoires d'aujourd'hui constituent un fait social total.

BIBLIOGRAPHIE

- APPADURAI A., 2001. *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*. Paris, Payot.
- BENOIST J., 1983. *Un développement ambigu. Structure et changement de la société réunionnaise*. La Réunion, Fondation pour la recherche et le développement dans l'océan Indien.
- BENOIST J., 1993. *Anthropologie médicale en société créole*. Paris, PUF santé.
- BERTILE W., LORRAINE A., 1996. *Une communauté invisible. 175 000 Réunionnais en France métropolitaine*. Paris, Karthala.
- BISILLIAT J. (dir.), 2003. *Regards de femmes sur la globalisation. Approches critiques*. Paris, Karthala.
- BOURDIEU P., 1980. *Le sens pratique*. Paris, Minuit.
- CAZANOVE F., 2003. « L'emploi des collectivités locales, seulement 17% de titulaires ». *Economie de la Réunion, INSEE*, 118.
- CHARBIT Y., HILY M.-A. & POINARD M., 1997. *Le va-et-vient identitaire. Migrants portugais et villages d'origine*. Paris, INED-PUF.
- CLOT Y., 1982. « Jeunesse, travail, société », *La pensée*, 225 : 3-12.
- DROZ Y., SOTTAS B., 1997. « Partir ou rester ? Partir et rester, migrations des Kikuyu au Kenya », *L'Homme*, 142.
- GRINBERG L., GRINBERG R., 1986. *Psychanalyse du migrant et de l'exilé*. Lyon, Césura.
- JANKELEVITCH W., 1974. *L'irréversible et la nostalgie*. Paris, Champs Flammarion.
- LABACHE L., GAILLAND R., 2001. *Les problématiques d'insertion sociale, professionnelle et identitaire des jeunes originaires des départements d'outre-mer. Primo arrivants et deuxième génération*. Rapport remis à la direction générale de l'ANT et à la DIV de Paris.
- LIPIETZ A., 1996. *La société en sablier. Le partage du travail contre la déchirure sociale*. Paris, La Découverte.
- MARIE A., 1999. « Echange : sous le don, la dette », *Sciences humaines*, 23 : 28-31.

- MAUSS M., 1950. *Sociologie et anthropologie*. Paris, PUF.
- QUIMINAL C., 2000. « Construction des identités en situation migratoire », *Autrepart*, 14 : 107-120.
- SAYAD A., 1991. *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*. Belgique, de Boeck.
- SAYAD A., 1998. « Le retour, élément constitutif de la condition de l'émigré », *Migrations société*, 10 (57).
- SAYAD A., 1999. *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris, Le Seuil.
- TABOADA-LEONETTI I., 1975. « De l'aliénation à la prise de conscience. Itinéraire de l'identité des migrants réunionnais en métropole ». Thèse de doctorat de 3^e cycle. Paris, Sorbonne.
- TAL I., 1976. *Les Réunionnais en France*. Paris, Entente.
- VERGÈS P., 1993. *D'une île au monde*. Paris, L'Harmattan.
- WALL K., 1985. « La face cachée de l'immigration », in *Effets de la migration sur les femmes dans les cultures méditerranéennes*. UNESCO-Paris, éditions de l'ONU.

NOTES

1. Nous analysons ce terme selon la définition proposée par Lipietz : « La globalisation signifie l'interdépendance croissante de tous les marchés nationaux, vers la constitution d'un marché mondial unifié » (1996 : 43). Dans la mesure où l'objectif de cet article n'est pas d'analyser les variations sémantiques des termes de globalisation et de mondialisation, nous utiliserons indifféremment l'un et l'autre dans notre propos dans le souci d'alléger la syntaxe.
2. Sur la notion de circulation comme caractéristique du monde contemporain voir Appadurai (2001).
3. Cf. l'analyse de Vergès (1993).
4. *Béké la klé* signifie en créole travailler quelques jours par-ci par-là, de façon non déclarée.
5. Comité national d'accueil des Réunionnais en métropole.
6. Rappelons que ces premiers départs se sont engagés dans le contexte de la politique d'assimilation des DOM. La propagande sur l'identité française des Réunionnais était particulièrement intense sur le territoire insulaire.
7. Voir sur cette période, Tal (1976 : 49-68).
8. Sur l'analyse des nouvelles formes de travail dans les pays du Nord nées de la mondialisation, voir notamment Bisilliat (2003).
9. Cf. Bertile & Lorraine (1996 : 35-40)
10. L'attrait pour le fonctionnariat est très développé à la Réunion. L'aura du fonctionnaire est très répandue en outre-mer car ce dernier bénéficie d'un salaire plus important qu'en métropole. Pour les nouvelles générations, la possibilité d'intégrer la fonction publique n'est plus réellement envisageable car la peur du chômage contraint de nombreux surdiplômés à opter pour cette perspective. Cette situation diffère de celle des migrants des années soixante/soixante-dix, qui ont pu investir l'administration avec beaucoup de facilité, parfois même sans passer de concours.
11. Pour les migrants les plus anciens, il suffit d'examiner les demandes de mutation impressionnantes, déposées par les fonctionnaires réunionnais de la Poste et de la fonction publique hospitalière. Très peu ont bénéficié de promotion interne et ont pu gravir les échelons de l'administration. On retrouve en effet la majorité des Réunionnais de la fonction publique à des postes de catégorie C ou D. Nous n'avons pas d'éléments précis nous permettant d'apprécier les raisons de cette stagnation professionnelle.

12. Dans sa thèse de doctorat, Taboada-Leonetti (1975) évoquait déjà une attitude particulière des Réunionnais à l'égard du travail. Parmi les critères préférentiels qui intervenaient dans le choix d'un emploi, elle soulignait que les Réunionnais étaient davantage sensibles au statut conféré par l'emploi exercé qu'au critère purement économique du salaire perçu.
13. On trouve ici une illustration de l'analyse de Clot (1982) sur les vertus de l'intérim, vécu non comme une fatalité mais comme un ensemble de potentialités et d'attitudes contrôlées par les acteurs.
14. Ce terme désigne les différents dispositifs permettant aux Réunionnais de partir en métropole. En théorie, les conditions d'accès dans les différentes filières sont réglementées. En pratique, les migrants passent d'un dispositif à l'autre en toute impunité.
15. Sur l'analyse des typologies inscrites dans l'acte d'émigrer et d'immigrer, Grinberg & Grinberg (1986).
16. « Organiser une présence, même épisodique, c'est s'assurer du maintien de son patrimoine, de son statut, c'est amoindrir le risque d'être quelqu'un de nulle part » (Quiminal, 2000 : 111).
17. Le groupe familial dans la société d'origine et les associés dans la société d'accueil.
18. Ce constat concerne les migrants masculins plus âgés, mariés avec des enfants. Au bout d'un certain temps, la difficulté de gérer une existence partagée entre deux territoires les convainc de s'établir définitivement sur l'un d'entre eux.
19. A propos de l'exemple portugais, Charbit, Hily & Poinard précisent en effet : « La fonction "régulatrice" du village qui donne sens au va-et-vient doit continuer à prouver son efficacité si l'on veut que le temps s'écoule, dans l'immobilité des "choses et des valeurs" sous des formes chatoyantes qui donnent sa couleur au parcours migratoire » (1997 : 118-121).
20. Sur la question du discours et du jeu paradoxal entre ici et là-bas, cf. Sayad (1991).
21. En référence au temps d'hier, présent et à venir, exprimé par Sayad (1998 : 16).
22. Jankelevitch (1974 : 340-386).
23. Par exemple, un migrant arrivé par la filière CNARM tentera d'intégrer le dispositif de l'ANT. A l'identique, un autre qui dépend de l'ANT contactera le CNAM pour obtenir des aides diverses (accès aux réseaux d'emplois proposés, aides financières pour retourner à la Réunion, etc.).
24. Sur l'échange d'un capital économique contre un capital symbolique, voir Bourdieu (1980).
25. Les arrangements de cette nature sont multiples. L'idéal type est souvent représenté par un homme jeune, entre 25 et 35 ans, en concubinage avec plusieurs enfants. La structure familiale regroupe généralement plusieurs unités domestiques, regroupées ou dispersées dans un environnement proche, souvent reliées par une filiation directe. Ces familles réussissent à maintenir, grâce à des arrangements astucieux, l'octroi de leurs prestations alors que leur situation socioéconomique a été modifiée lorsque le chef de famille a trouvé un emploi en métropole.
26. Sur le terrain, une mère de famille de 60 ans m'indiquait qu'elle avait eu recours au sorcier comorien pour faire revenir son fils de 30 ans. Ce dernier installé en métropole souhaitait rompre ses obligations financières vis-à-vis de toute sa famille. Sa mère avec l'aide de sa concubine avait apporté au sorcier sa « garantie ». Ce terme désigne une chaîne en or censée éloigner le mauvais œil. Le sorcier avait trempé l'objet dans un liquide de sa fabrication puis l'avait confié à nouveau aux deux femmes. Celles-ci l'avaient ensuite envoyé sans rien dire à leur destinataire qui devait la remettre à son cou, sans savoir les manipulations effectuées sur l'objet en question.
27. Pour une illustration de l'alternative entre le choix et l'obligation chez les femmes de migrants restées au pays, cf. Wall (1985 : 37-82).
28. Voir l'article de Marie (1999) à propos du poids de la dette familiale en Afrique.
29. Jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, une réinstallation à la Réunion après plusieurs années en métropole était envisageable. Le migrant pouvait même espérer dans bien des cas, valoriser sur le marché local son expérience salariée hors de l'île. Aujourd'hui, cette possibilité apparaît de plus en plus réduite compte tenu du chômage massif qui frappe le sol insulaire. En

outre, les Réunionnais de retour sont rejetés dans la quotidienneté car ils incarnent en quelque sorte l'image de l'homme nouveau. A présent, ils ont tendance à se regrouper au sein d'associations spécifiques pour faire reconnaître leurs différences et contribuer aux nouvelles orientations du débat identitaire.

30. Ce terme est à présent utilisé par les structures institutionnelles.

RÉSUMÉS

La déterritorialisation s'impose aujourd'hui comme l'une des principales caractéristiques du monde contemporain. Elle est aussi l'une des principales forces de cet univers mondialisé car elle permet, dans le cas de populations déplacées, de susciter une distance face à la culture d'origine, créant ainsi de nouvelles solidarités translocales et l'émergence de nouvelles constructions identitaires. L'île de la Réunion offre une illustration originale des mécanismes en jeu dans la mondialisation. Cette société pluriculturelle, rattachée à la France par son statut départemental, en subit sur son territoire restreint toutes les influences. A travers une analyse qui prend en compte les nouvelles modalités de l'emploi dans la société d'origine, associées à une longue tradition migratoire avec la métropole, cet article rend compte des nouvelles stratégies des migrants réunionnais dans la gestion de leur destinée migratoire à l'épreuve de la mondialisation.

Deterritorialisation is emerging today as one of the main characteristics of the contemporary world. It is also one of the main forces of this globalised world as it permits, in the case of displaced populations, a distancing with respect to the culture of origin which can thus create new trans-local forms of solidarity and the emergence of new constructed identities. The island of Reunion offers an original example of the mechanisms at work in globalisation. The limited territory of this pluricultural society, tied to France by virtue of its status as a département, is subject to all its influences. Through an analysis which takes into account new modes of employment in the society of origin, combined with a long tradition of migration with the metropolis, this article provides an account of the new strategies of migrants from Reunion in the management of their migratory destiny faced with the challenge of globalisation..

INDEX

Keywords : collectives strategies, globalisation, imaginary, migratory movement, pseudo-industrial society

Mots-clés : circulation migratoire, globalisation, imaginaire, société pseudo-industrielle, stratégies collectives